

27 novembre 2023

L'accord climatique entre les États-Unis et la Chine

La collaboration sur les questions climatiques entre les États-Unis et la Chine, les deux plus grands pollueurs du monde, a depuis longtemps été considérée comme un aspect positif rare dans leur relation par ailleurs conflictuelle, marquée par des tensions géopolitiques liées au commerce, à la technologie et aux droits de l'homme. Cependant, cet élément positif s'est également estompé au cours de la dernière année, Pékin suspendant les négociations climatiques avec Washington en représailles à la visite de haut niveau d'une délégation américaine à Taïwan l'été dernier.

Dans un revirement surprenant intervenu juste avant la rencontre entre le président Biden et le président Xi au sommet de l'APAC à San Francisco, les deux pays ont enterré la hache de guerre et ont conjointement publié une déclaration lors de la retraite de Sunnylands en Californie, détaillant plusieurs mesures clés pour aborder les questions climatiques. Voici nos principales conclusions.



US Climate Envoy John Kerry shakes hands with his Chinese counterpart Xie Zhenhua (Source: Reuters)

Tout d'abord, les deux pays ont décidé de revitaliser le Groupe de travail sur le renforcement de l'action climatique dans les années 2020, qui avait été précédemment démantelé après la visite de Nancy Pelosi à Taïwan en 2022. Ce groupe de travail bilatéral est chargé d'explorer la coopération sur la transition énergétique, les émissions de méthane, l'économie circulaire et l'efficacité des ressources, sur les provinces/états et les villes à faibles émissions de carbone et durables, ainsi que la déforestation.

Dans la déclaration conjointe, les deux pays se sont engagés à "tripler les capacités mondiales d'énergie renouvelable d'ici 2030", visant un niveau qui devrait être suffisant pour accélérer la transition qui permettra de ne plus dépendre du charbon, du pétrole et du gaz. De plus, les deux nations prévoient une "réduction significative des émissions liées au secteur de l'énergie" au cours de cette décennie, marquant la première fois que la Chine accepte des objectifs d'émission spécifiques pour un secteur de son économie.

Sur une note positive supplémentaire, la Chine s'est également engagée à fixer des objectifs de réduction pour toutes les émissions de gaz à effet de serre dans son plan climatique national pour 2035, élargissant la liste qui jusqu'à présent s'arrêtait au dioxyde de carbone au méthane, à l'oxyde nitreux et à d'autres gaz qui agissent comme une couverture autour de la planète. Le méthane émis par les installations d'extraction de pétrole et de gaz et les mines de charbon, peut être un gaz à effet de serre jusqu'à 80 fois plus puissant que le dioxyde de carbone lorsqu'il s'agit du réchauffement climatique.

Précédemment, lors de la COP26, la Chine, le plus grand émetteur de méthane au monde, avait refusé de rejoindre le Global Methane Pledge, un accord rassemblant environ 150 pays qui vise à réduire collectivement les émissions de méthane de 30% d'ici 2030. À notre avis, l'inclusion du méthane dans la récente déclaration est une avancée significative de la part de la Chine, ce qui nous amène à adopter une vision plus optimiste de ce qui pourrait potentiellement découler de la prochaine conférence COP28 à la fin de ce mois.

Cette déclaration récente redonnera sans aucun doute le moral des délégués à la COP28 à Dubaï en fournissant un environnement politique plus stable. Au milieu des divisions politiques sur des questions telles que Gaza et l'Ukraine, jusqu'à récemment les espoirs de progrès substantiels lors de la prochaine réunion étaient limités. Le fait que même les tensions géopolitiques entre la Chine et les États-Unis puissent être surmontées pour parvenir à un accord avant la COP28 est susceptible d'influencer d'autres pays

participants. Si les deux plus grands pollueurs peuvent s'engager à réduire leurs émissions, cela devrait encourager d'autres pays à faire de même.

The information contained herein is issued by JK Capital Management Limited. To the best of its knowledge and belief, JK Capital Management Limited considers the information contained herein is accurate as at the date of publication. However, no warranty is given on the accuracy, adequacy or completeness of the information. Neither JK Capital Management Limited, nor its affiliates, directors and employees assumes any liabilities (including any third party liability) in respect of any errors or omissions on this report. Under no circumstances should this information or any part of it be copied, reproduced or redistributed.